



ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

Situations des stations de ski

Question au Gouvernement n° 3716

Texte de la question

SITUATION DES STATIONS DE SKI

M. le président. La parole est à Mme Virginie Duby-Muller.

Mme Virginie Duby-Muller. Après leur avoir fait miroiter une réouverture en février, votre décision de maintenir les remontées mécaniques fermées, monsieur le Premier ministre, est un drame pour les stations de ski. Depuis le début de la saison hivernale, les pertes économiques s'élèvent déjà à plus de 2 milliards d'euros, ne serait-ce que pour les deux Savoie. Votre décision alourdira encore le bilan.

M. Vincent Descoeur. Tout à fait !

Mme Virginie Duby-Muller. Le ski, ce n'est pas seulement des skieurs et des touristes.

Mme Émilie Bonnivard. Eh oui ! C'est aussi des familles !

Mme Virginie Duby-Muller. Pas moins de 120 000 emplois directs sont concernés : saisonniers, moniteurs de ski, commerçants, secouristes... Le ski, c'est aussi une économie de ruissellement, et les conséquences de votre décision se feront sentir bien au-delà de l'hiver.

M. Raphaël Schellenberger. C'est l'aménagement de la montagne !

Mme Virginie Duby-Muller. Avec la filière textile, la filière industrielle, le BTP ou encore l'économie du tourisme, tout un écosystème sera lourdement affecté pendant des années.

Il y a urgence, monsieur le Premier ministre. Avec mes collègues Émilie Bonnivard, Martial Saddier et Vincent Rolland, ainsi qu'avec le président du conseil régional d'Auvergne-Rhône-Alpes, Laurent Wauquiez, nous ne cessons de dénoncer les carences que comporte votre plan de soutien à l'économie de la montagne.

Mme Émilie Bonnivard. Tout à fait ! Il faut nous écouter !

Mme Virginie Duby-Muller. Des boulangers, des pharmaciens, des responsables d'agences de réservation ou encore des bailleurs nous alertent, car ils ne touchent pas d'aides pour survivre. Des moniteurs de ski, qui ont généralement une autre activité professionnelle l'été, se voient refuser l'accès au fonds de solidarité.

Mme Émilie Bonnivard et M. Raphaël Schellenberger . Eh oui !

Mme Virginie Duby-Muller. Quant aux médecins de montagne, ils ne perçoivent aucune compensation

financière alors que leur activité est à l'arrêt.

Mme Émilie Bonnivard et M. Raphaël Schellenberger . C'est vrai !

Mme Virginie Duby-Muller. En réalité, vous sacrifiez notre montagne par des décisions souvent incompréhensibles. Alors que chaque station avait élaboré, dès novembre, un protocole sanitaire responsable, vous interdisez un sport de plein air pratiqué par des personnes constamment masquées et gantées !

M. Raphaël Schellenberger. Eh oui ! C'est pour le moins paradoxal !

Mme Virginie Duby-Muller. Les métros parisiens ont le droit d'être bondés, mais les télésièges et les téléskis restent à l'arrêt pour éviter des attroupements ! Notre demande est simple, monsieur le Premier ministre : votre gouvernement peut-il enfin s'engager à tout faire pour sauver les stations, quoi qu'il en coûte ?

Mme Émilie Bonnivard. Il faut être à la hauteur !

Mme Virginie Duby-Muller. Faites enfin primer le bon sens local sur les décisions technocratiques !
(*Applaudissements sur les bancs du groupe LR.*)

M. le président. La parole est à M. le Premier ministre.

M. Pierre Cordier. Le roi de la glisse !

M. Jean Castex, Premier ministre. Vous avez parfaitement raison, madame la députée : la décision que nous avons dû prendre est extrêmement douloureuse et grave dans les conséquences qu'elle emporte. Je tiens à l'affirmer devant la représentation nationale : cette décision était nécessaire.

M. Vincent Descoeur. Pourtant, on peut prendre un télésiège en toute sécurité !

M. Jean Castex, Premier ministre . Nous avons déjà débattu des stations de sport d'hiver avant les vacances de Noël, quand nous avons dû prendre une mesure comparable. Nous avons dû prolonger cette mesure pour des raisons strictement sanitaires. Je vous invite à considérer les décisions qu'ont prises les autres pays en la matière durant les congés de fin d'année.

M. Sylvain Maillard. Eh oui !

M. Jean Castex, Premier ministre . Certes, toutes n'ont pas été exactement identiques, notamment en Suisse...

M. Fabien Di Filippo. C'est le moins qu'on puisse dire !

M. Jean Castex, Premier ministremais je tiens à le réaffirmer devant la représentation nationale : quand des préoccupations sanitaires sont en balance avec des préoccupations économiques – certes tout à fait légitimes –, je privilégierai toujours la santé de nos concitoyens. L'enjeu – vous le savez, au-delà des polémiques, et en dépit des comparaisons injustifiées que vous faites – est, là où c'est possible, d'éviter au maximum les rassemblements de population.

Vous avez fort légitimement soulevé la question des indemnisations et des mesures d'accompagnement.

Mme Émilie Bonnivard. Il y a de nombreuses lacunes en la matière !

M. Jean Castex, Premier ministre . La position du Gouvernement a toujours été constante : s'il donne, je le répète, la priorité aux considérations sanitaires, il prend également en compte toutes les conséquences économiques, sociales et psychologiques des décisions qu'il envisage.

Mme Virginie Duby-Muller. On est encore loin du compte !

M. Jean Castex, Premier ministre . Chère madame la députée, permettez-moi de vous rappeler que j'étais moi-même un élu de la montagne. Dans mon canton des Pyrénées, il y a Les Angles et Font-Romeu.

Mme Émilie Bonnivard. Et alors ?

M. Jean Castex, Premier ministre . Je connais donc parfaitement la situation des stations et les conséquences de la fermeture des remontées mécaniques.

Ce canton est également frontalier de l'Espagne. Mesdames, messieurs les députés, faites un petit tour dans les pays qui nous entourent pour connaître les mesures d'accompagnement prises en faveur des secteurs concernés :...

M. Rémy Rebeyrotte. Eh oui !

M. Pierre Cordier. Comparaison n'est pas raison !

M. Jean Castex, Premier ministrevous constaterez avec moi que nous n'avons aucune raison de nous flageller. (*Applaudissements sur les bancs des groupes LaREM et Dem. – Protestations sur les bancs du groupe LR.*) Au contraire, et je m'en réjouis, les collectivités territoriales s'associent avec l'État pour les soutenir, ce dernier mettant – et c'est bien naturel – le maximum d'argent.

Comme je l'ai indiqué au président Patrick Mignola, je recevrai la semaine prochaine les élus et les professionnels...

M. Raphaël Schellenberger. Ceux que vous choisissez !

M. Jean Castex, Premier ministrepour amplifier, au besoin, les mesures d'accompagnement, comme nous l'avons déjà fait, car nous sommes toujours à leur écoute, et – je vous rejoins parfaitement sur ce point – pour préparer l'avenir.

En effet, au-delà du drame que représente actuellement la fermeture des stations de ski, il conviendra d'élaborer un plan plus durable pour préparer l'avenir de la montagne, car la montagne a un avenir. (*Applaudissements sur les bancs des groupes LaREM et Dem.*)

Données clés

Auteur : [Mme Virginie Duby-Muller](#)

Circonscription : Haute-Savoie (4^e circonscription) - Les Républicains

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 3716

Rubrique : Montagne

Ministère interrogé : Premier ministre

Ministère attributaire : Premier ministre

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [27 janvier 2021](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du [27 janvier 2021](#)